

# bulletin hebdo



## LA GUERRE DES SONDAGES

par Roberto García

Managua, 1er février (ANN). La guerre des sondages est devenue une habitude dans tous les pays en période électorale. Au Nicaragua, elle prend une signification particulière: Le gouvernement des Etats-Unis et l'UNO tentent de l'utiliser pour justifier leur politique interventionniste.

Les différents organismes de sondage qui ont opéré depuis le début de la campagne électorale, avec l'aide de la fondation social-démocrate d'Allemagne Fédérale *Friedrich Ebert*, ont tenu en décembre dernier un symposium sur leurs méthodes. Il s'agit des organismes étrangers *Greenberg Lake* et *Bendixen and Schorth* et des organismes nationaux: Enquêtes et sondages d'opinions (ECO), à qui l'Université centraméricaine a confié les sondages, la fondation *Manolo Morales* pour le Parti populaire social chrétien (PPSC), l'Institut nicaraguayen d'opinion publique *INOP* et l'Institut *IZTANI*. Les entreprises costariciennes *Borge et Associés* et *Cid Gallup*, qui effectuent des sondages pour le compte de l'UNO, n'ont pas répondu à l'invitation. Au cours du symposium, les participants

ont signé un accord, véritable code éthique qui permet de vérifier les méthodes et de garantir la transparence des travaux sur le processus électoral.

Les enquêteurs de la coalition d'opposition ne sont pas signataires. Les sondages de *Borge et Associés* et *Cid Gallup* donnaient la victoire, avec une faible marge, à la candidate de l'UNO, Violeta Barrios. Rappelons que l'institut *Borge et Associés*, qui a travaillé pour la Démocratie chrétienne salvadorienne, avait annoncé la victoire de son client alors que c'est ARENA qui l'a emporté. Il avait alors été accusé de "faire ses enquêtes selon le goût du client".

Les sondages effectués par les entreprises dont les méthodes peuvent être vérifiées selon l'accord signé, donnent la victoire au président Daniel Ortega et au FSLN, dans un rapport supérieur à 2 pour 1. L'entreprise étasunienne *Greenberg Lake*, qu'on ne peut soupçonner d'être liée au gouvernement du Nicaragua et qui est signataire de ce code éthique, a donné des résultats semblables.

### SOMMAIRE

UNO: Etre ou ne pas être GN

Entretien avec Sergio Ramírez (III)

L'OEA constate les avancées du processus électoral

Honduras: Déclarations encourageantes du nouveau président.

Panama: Hors du peuple, point du salut

El Salvador: Le dialogue aura-t-il lieu?

Breves

40 P - 11481



## UNO : ETRE OU NE PAS ETRE GN

par Michèle Faure

**Managua, 31 janvier (ANN). GN-UNO: Ces deux sigles par lesquels le scandale arrive, provoquent un nombre de commentaires depuis que le Conseil électoral a décidé de faire un procès au quotidien "El Nuevo Diario" qui les accole systématiquement.**

*El Nuevo Diario*, qui, avec 60 000 exemplaires, est sans doute le quotidien le plus lu surtout par les couches populaires, a pris l'habitude de désigner la coalition d'opposition de même que la Contra par les initials GN-UNO. GN: Garde nationale, le corps répressif de la dynastie des Somoza, mais aussi la Contra, constituée des partisans du dictateur déchu que les Etats-Unis ont rassemblés, entraînés et financés après le triomphe de la Révolution sandiniste. UNO: Union nationale d'opposition, également financée par Washington et regroupant des partis dont l'immense majorité est de droite.

Le Conseil électoral estime que le journal viole l'éthique électorale en utilisant le sigle GN-UNO dans ses informations relatives aux attaques contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente à l'approche de l'échéance du 25 février. Toute la question est de savoir si oui ou non il existe des liens entre la Contra et l'UNO. Pour le pouvoir électoral, la réponse est non et il y a insulte. Pour la population, les choses ne sont pas si évidentes et les arguments ne lui manquent pas pour défendre le "Nuevo Diario".

Tout d'abord, c'est tout à fait officiellement que plusieurs des partis de l'UNO, qui s'appelaient à l'époque *la Coordinación democrática nicaraguayenne*, ont rencontré et consulté la direction politique et militaire de la Contra au Guatemala début 89, à un moment où l'opposition n'avait pas encore décidé de la conduite à tenir pour les élections. Quand, sur les conseils de Washington, l'opposition s'est lancée dans la bataille électorale, l'ancien colonel de la GN, Enrique Bermudez, a déclaré que les candidats de l'UNO étaient "ses" candidats. Et avec raison, puisque nombre de somozistes connus ou moins connus, des hommes qui ont eu une attitude active en faveur de la dictature, figurent sur les listes de la coalition. Sans parler d'anciens membres de la direction de la Contra qui se retrouvent au sein de l'UNO, certains avec de hautes responsabilités politiques, comme Alfredo César et Pedro Joaquín Chamorro, conseillers personnels de Violetta Barrios, ou Azucena Ferrey, Roberto Ferrey et Roberto Urroz. Par ailleurs, la candidate de l'UNO à la présidence se garde de demander la démobilisation des mercenaires, tout comme le journal *La Prensa* qu'elle dirige.

Mais il y a plus. Depuis avant même le début de la cam-

pagne, la Contra fait de la propagande pour l'UNO auprès des paysans, quand elle ne les tue pas aux cris de "vive l'UNO", répandant autour des cadavres des tracts qui ne laissent aucun doute. Tous les médias, nationaux ou étrangers, et les observateurs internationaux ont pu recueillir des dizaines de témoignages. On pourrait évoquer également des faits moins spectaculaires mais tout aussi significatifs, comme l'arrivée à Managua d'un groupe d'anciens dignitaires de la dictature ayant eu des liens avec la Contra. Revenus en recourant à l'amnistie, ils ont expliqué ouvertement aux journalistes qu'ils ont recueilli des fonds pour la coalition de droite. Aujourd'hui, le *Nuevo Diario*, qui avait rejeté l'admonestation publique dont il avait fait l'objet de la part du Conseil électoral, prépare sa défense pour le procès qui aura lieu dans les prochains jours. Il a reçu le soutien du quotidien du FSLN *Barricada*, qui, dans son éditorial du 2 février, estime qu'il s'agit d'un procès politique et souligne que de son côté l'UNO est allée plus loin que l'insulte contre ses adversaires, puisque c'est le processus électoral lui-même qui est l'objet de ses attaques.

Le cas du *Nuevo Diario* suscite le débat dans la population de même que chez les journalistes, dont beaucoup en appellent au bon sens. C'est que la guerre menée par la Contra est tellement horrible que, pour la majorité de la population, la seule complicité est déjà un crime.

## UN ENTRETIEN AVEC SERGIO RAMIREZ

(3ème partie)

*La Crónica: Quelles seront, à votre avis, les grandes orientations dans les années 90?*

Sergio Ramírez: La paix est vitale; partant de là, il s'agit en premier lieu de consolider le système social et politique mis en place au Nicaragua au cours des dix dernières années, fondé sur la libre participation démocratique, l'économie mixte et le non-alignement. Il est tout d'abord nécessaire d'entreprendre la reconstruction économique. Pour cela, il faut penser prioritairement à la concertation avec toutes les forces sociales, juste après les élections, mais une concertation sérieuse, réelle, loin du brouhaha et des antagonismes électoraux.

Tout le monde doit sérieusement se mettre à réfléchir sur ce qu'il faut faire. Il faudra établir une relation entre gouvernement et opposition civilisée; l'opposition représentée à l'Assemblée nationale, respectée par le gouvernement, devra jouer son rôle avec stabilité. La concertation nationale doit assurer au pays une stabilité suffisante pour attirer les capitaux et les technologies, provenant non seulement de la coopération de gouvernement à gouvernement mais aussi d'organismes multilatéraux et d'investisseurs. Ainsi nous pourrions créer plus d'emplois, relancer l'économie, en finir avec les causes de la désta-

bilisation, créer des poles de développement dans tout le pays. Je dirais même que la stabilité économique apportera une stabilité politique; ainsi, dans les dix années qui viennent, nous avancerons vers un développement qui certes ne nous permettra pas de devenir des créateurs de technologie mais d'atteindre un niveau de développement tel que l'on puisse utiliser les technologies nouvelles. Nous pouvons y parvenir en nous servant des richesses du Nicaragua, en transformant cette vieille conception selon laquelle le Nicaragua serait un pays pauvre.

Nous sommes un pays appauvri. Le Nicaragua connaît une situation privilégiée, bien meilleure que les autres pays d'Amérique centrale, grâce à ses richesses économiques: le pétrole, les mines, les forêts, la pêche et l'élevage. En exploitant rationnellement ces ressources, nous pouvons améliorer les conditions de vie de la population et offrir à notre peuple le niveau de vie qu'il mérite. Sur tous ses sujets j'ai une position extrémiste. Je suis certain qu'avec la paix et une concertation nationale nous pouvons atteindre ces objectifs. Quand je parle de concertation et de réconciliation, il est question aussi d'un très gros effort pour abandonner tout ce qui signifie polarisation. Il faut laisser de côté les questions idéologiques et avoir une base commune pour réussir une véritable concertation politique. Je ne veux pas dire que nous allons gommer les contradictions qui existent normalement dans une société pluraliste, mais la polarisation doit disparaître.

Pour atteindre cet objectif, la reprise des relations avec les Etats-Unis est un élément important. Tant qu'il existe un secteur, même minoritaire, qui espère tirer partie de l'antagonisme entre les Etats-Unis et le Front sandiniste, cet antagonisme se poursuivra, car le FSLN continuera d'accuser ce secteur d'alliance avec les Etats-Unis. Le rôle des Etats-Unis est très important, ils doivent se situer dans une perspective qui contribue à la stabilisation afin que toutes les forces sociales et économiques puissent travailler en toute sécurité et en harmonie.

*La Crónica: Pensez-vous que l'UNO soit capable de contribuer à ce processus de concertation?*

S.R: Je ne veux pas porter une appréciation péjorative ou négative. J'imagine parfaitement que l'UNO puisse changer, sans penser pour autant qu'elle se dissoudra. Après les élections du 25 février, elle va changer brusquement en raison même de sa nature. Elle ne peut rester l'Union d'opposition pour toujours. Le mot même "d'opposition" révèle une volonté de transition dans une situation donnée. Ce que je souhaite et que j'espère voir, c'est une réorganisation des forces réelles du pays, non pas une opposition artificielle au Front sandiniste. Après les élections, je pense qu'il va y avoir une structuration par affinités idéologiques; les forces réelles d'opposition sont socio-chrétiennes, libérales, conservatrices. On ne peut ignorer que quelques groupuscules seront représentés à l'Assemblée nationale. Ils auront obtenu des sièges en

faisant partie de l'UNO alors qu'individuellement ils n'auraient pas eu de représentation nationale.

L'Assemblée nationale ne sera donc pas réellement représentative des forces de chaque groupe. Quoi qu'il en soit, je crois qu'il y aura restructuration de l'opposition qui sera saine pour le pays.

*La Crónica: Est-ce que le ton de la campagne contribue à cette entente post-électorale? Faut-il la voir comme une parenthèse?*

S.R: Il faut faire la distinction entre la campagne électorale et la situation post-électorale. Malheureusement, dans ces élections il y a des éléments de confrontations inévitables; ils viennent de la guerre et de l'antagonisme Etats-Unis/Nicaragua. Si ces éléments disparaissent, la vie politique du pays sera différente.

*La Crónica: Quel est votre pronostic en ce qui concerne le résultat des élections?*

S.R: Je crois que nous allons gagner avec une forte majorité qui nous permettra d'avoir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Les partis rassemblés dans l'UNO vont avoir un nombre suffisant de sièges pour être représentatifs de l'opposition. Je ne peux pas en dire autant des partis qui ne sont pas dans l'UNO, car, je le rappelle, cette élection est polarisée. Je ne veux pas porter préjudice à ces partis par des déclarations anticipées, mais il me semble que leurs chances sont très limitées. C'est regrettable, même l'alliance du PSC et du PPSC n'a pas de grandes chances.

*La Crónica: Peut-on imaginer l'adhésion du FSLN à l'internationale socialiste?*

S.R: Oui, c'est tout à fait imaginable.

*La Crónica: Est-ce que la démocratisation que vous avez décrite aura une repercussion à l'intérieur du FSLN en tant que parti?*

S.R: Avec ces élections nous devenons un vrai parti politique, un parti ouvert, non pas strictement constitué de militants. En appelant à voter, le FSLN suscite un autre genre d'adhésion politique. Cela définit l'évolution politique du FSLN; nous sommes allés vers les électeurs avec plus de force, avec des idées plus claires, avec une stratégie politique et non pas idéologique. J'insiste sur cette différence qui pour moi est très importante. En termes idéologiques, il s'est agi de substituer l'individu à la masse et c'est pour nous un pas très important. Nous savons que les électeurs sont des individus et non une masse amorphe. Notre évolution en tant que parti se reflète aussi dans la sélection des candidats pour les municipales. Le FSLN présente des candidats qui ne sont pas membres actifs du Front sandiniste. Nous ne sommes que 40 000 militants et avec ça nous ne gagnerions même

pas 3 sièges à l'Assemblée nationale. Sur nos listes, il y a donc des éleveurs, des producteurs, même s'ils sont conservateurs, à condition qu'ils soient représentatifs dans leur commune. Ces personnes sont en contact avec divers secteurs sociaux où le Front sandiniste en tant que parti n'est pas présent.

Voilà une de nos transformations les plus audacieuses: Un parti d'avant-garde, tel que nous le concevions traditionnellement (j'admets que ce concept a été utile et je ne le dénie pas), qui à l'heure d'apparaître sur le plan électoral se penche sur la réalité politique, fait de véritables alliances avec divers secteurs sociaux et politiques du pays et est résolu à leur donner un caractère stratégique afin de forger un consensus national et d'en faire un instrument pour la réconciliation nationale.

*La Crónica: Peut-on prévoir que dans un futur immédiat le Front sandiniste normalise sa vie institutionnelle, organise des congrès, rende ses statuts publics, déclare ouvertement quelles sont ses règles pour prendre des décisions?*

S.R: Oui, ce processus est prévisible dans les prochaines années. Nous avons fait des essais très pragmatiques au cours des conventions. Ce n'était pas des mascarades électorales, mais un réel mécanisme de consultation pour élaborer nos listes de candidats. A l'avenir, nous allons institutionnaliser ces procédures comme mécanismes de consultation de la base. Je pense que dans les années qui viennent, en tant que véritable parti politique ayant ses propres mécanismes juridiques permanents, nous continuerons à procéder de cette façon.

*La Crónica: Si le FSLN perd les élections, maintiendra-t-il sa volonté de contribuer au processus de concertation nationale?*

S.R: C'est une hypothèse très vague. En acceptant de participer à des élections, on admet la possibilité de perdre. Mais qu'il perde ou qu'il gagne, le Front sandiniste reste le même.

#### LE SECRETAIRE GENERAL DE L'OEA CONSTATE LES AVANCEES DU PROCESSUS ELECTORAL.

par Sergio Ferrari

**Managua, 2 février (ANN).** Le secrétaire général de l'Organisation des états américains (OEA), J. Baena Soares, en visite au Nicaragua pour 72 heures, a constaté de réelles avancées dans le déroulement de la campagne électorale. Le rapport qu'il avait fait lors de sa dernière visite en décembre avait donné lieu à une polémique.

De hauts fonctionnaires et des journaux étasuniens avait tenté de manipuler certaines de ses observations et de

faire croire qu'il condamnait les Sandinistes. J. Baena Soares lui-même avait rectifié et apporté des éclaircissements au cours d'une interview sur une chaîne étasunienne; il avait réaffirmé le bon déroulement du processus électoral. "La violence politique dans la campagne électorale a été maîtrisée", a-t-il déclaré à Managua, relevant un des points problématiques du troisième rapport de l'OEA. Il n'a pas hésité de juger positive pour la réconciliation l'annonce faite par le président Ortega de libérer 1090 prisonniers entre le 5 et le 15 février.

Les autorités du Conseil suprême électoral l'avaient informé d'une série de mesures destinées à élargir le temps d'antenne des partis politiques et leur place dans les médias. Tous les partis vont non seulement participer davantage à des débats publics dans l'émission quotidienne "Elections 90", mais encore auront aussi droit à des spots publicitaires aux heures de plus grande écoute. Quelques heures avant l'arrivée de J. Baena Soares à Managua, un communiqué du bureau central de l'OEA à Washington démentait l'information selon laquelle la mission d'observateurs mettrait en place un comptage parallèle des votes le 25 février. Un tel dispositif avait été utilisé par le centre Carter pour les élections du 7 mai 89 au Panama. L'idée d'un comptage parallèle a également été rejetée par les porte-paroles de l'Organisation des Nations Unies pour la vérification électorale (ONUVEN), au cours d'un entretien accordé à l'ANN. La visite rapide du responsable de l'OEA, quelques jours après la venue de James Carter et deux semaines après la mission d'Elliot Richardson (ONU), démontre que la campagne électorale et la mission des observateurs entrent dans la dernière ligne droite.

#### HONDURAS: DECLARATIONS ENCOURAGEANTES DU NOUVEAU PRESIDENT

**Tegucigalpa, 28 janvier (ANN).** Le nouveau président hondurien, Rafael Callejas, a pris ses fonctions le 27 janvier. Au cours d'une cérémonie publique, il a prononcé un discours plutôt encourageant pour l'avenir de la région et a souligné l'importance des élections nicaraguayennes. C'est en présence des délégués de 50 pays que R. Callejas a prêté serment dans le stade de Tegucigalpa où étaient réunies 35.000 personnes.

Le nouveau président conservateur a consacré au Nicaragua plusieurs minutes de son intervention et a dit être confiant dans le caractère démocratique des élections en cours. "Au Nicaragua, l'option politique et négociée a triomphé sur le langage de mort des fusils" a-t-il affirmé avant d'opposer les efforts déployés en vue d'une solution négociée en Amérique centrale et la situation de guerre qui prédomine dans certains pays, faisant une allusion directe au Salvador. Quelques heures avant, il avait reçu Tomas Borge, qui présidait la délégation nicaraguayenne, et s'était prononcé devant la presse pour la dé-

mobilisation de la contra. Adoptant un ton conciliateur et unitaire, il a appelé à la réduction des forces armées dans la région et l'élimination des armes offensives. Les centraméricains doivent "se libérer des camisoles de force et des sacrifices que lui a imposé la solution guerrière". Les observateurs politiques qui ont assisté à l'investiture de R. Callejas ont jugé positives les positions essentielles exprimées par ce dernier, en particulier en ce qui concerne la solution négociée des conflits. Le ton de son discours dans son passage sur le Nicaragua ainsi que les déclarations de Tomas Borge sont importants pour l'avenir des relations entre les deux pays. Dans une conférence de presse donnée à Tegucigalpa, le ministre nicaraguayen a en effet exprimé sa confiance dans le fait que le nouveau chef de l'état hondurien "sera à la hauteur" de la tâche et "fera des efforts pour que (les accords de paix centraméricains) soient appliqués dans le délai le plus court possible", devenant ainsi "l'un des principaux protagonistes" de la transition centraméricaine. La délégation nicaraguayenne, qui a été applaudie à son arrivée dans le stade où se déroulait la cérémonie, n'a pas assisté à la rencontre qui a eu lieu entre les autres chefs d'état centraméricains et le vice-président des Etats-Unis Dan Quayle. Ce minisommet n'a rien donné de notoire. Selon le président guatémaltèque Vinicio Cerezo, il a peu duré et les centraméricains se sont bornés à demander que les Etats-Unis "fassent quelque chose" en ce qui concerne les prix internationaux du café; il n'a été question du Panama que "de façon indirecte". L'attitude qu'adopteront les Etats-Unis risque d'être déterminante au Honduras, même si R. Callejas semble animé des meilleures intentions du monde. Depuis l'an dernier, le Honduras a été éliminé des plans du FMI, à cause de sa dette qui atteint 3 milliards de dollars. Par ailleurs, le versement de l'assistance étatsunienne, de 250 millions de dollars annuels, a été entravé ces derniers mois à cause de divergences politiques entre Washington et Tegucigalpa. Dans tous les domaines, les décisions de la Maison Blanche ont autant, sinon plus, de poids que la disposition du nouveau président à accomplir ses promesses.

#### PANAMA: HORS DU PEUPLE, POINT DE SALUT

par Leo Gabriel et Ralf Leonhard

**Panama, janvier 1990 (APIA).** En 1968, le général Torrijos instaurait par un coup d'état un régime de "jeunes officiers", tentant de sortir le Panama de sa dépendance traditionnelle à l'égard des Etats-Unis.

Jesús Martinez, lié aux mouvements populaires latino-américains, en a été l'une des figures importantes. Né en 1929 au Nicaragua, "Chuchu" était jeune à son arrivée au Panama, après la seconde guerre mondiale, alors que ce pays était devenu, selon ses propres termes, "le plus grand bordel de toute l'Amérique latine". Après avoir fréquenté les universités au Mexique, aux Etats-Unis, en

Allemagne de l'Ouest, à Cuba, au Chili et en Espagne, cet homme de 61 ans n'a rien perdu de son esprit aventurier. Elevé de Diego Rivera, d'Ortega y Gasset et de Pablo Neruda, ce docteur en philosophie est un des poètes panaméens les plus importants. Il est aussi aviateur, mathématicien et militaire, ancien élève de l'école navale du Massachussets.

Impressionné par la personnalité de Torrijos, il a été l'un de ses plus proches collaborateurs et membre de son corps de sécurité. Il a connu la plupart de ceux qui ont joué un rôle historique en Amérique centrale. Retiré de la scène politique depuis l'assassinat de Torrijos (*mort en 1981 dans un mystérieux accident d'avion, NDT*), il est cependant resté officier des forces de défense jusqu'à l'invasion du 20 décembre dernier. L'entretien qui suit, a eu lieu clandestinement dans un petit appartement où les militaires étatsuniens étaient déjà venus le chercher. "Chuchu" Martinez se fait l'écho des préoccupations et des angoisses de nombreux Panaméens qui n'osent plus parler.

*APIA: Depuis quand était planifiée l'invasion?*

JM: Les gringos étaient absolument décidés à ne pas mettre fin à leur présence militaire après l'an 2000. Leur seul problème était de trouver le moyen d'y parvenir. Au début, ils ont compté sur Noriega, parce qu'ils avaient eu des relations avec lui. Ensuite ils ont mis sur un Noriega sans scrupules, trafiquant de drogue, ambitieux, à qui on peut donner de l'argent pour qu'il aille s'amuser ailleurs. Là aussi, ils se sont trompés. Il vient de faire la preuve qu'il n'était pas à vendre. Il a tout perdu et il savait que cette menace planait au-dessus de sa tête. Ils lui ont même proposé de lever le mandat contre lui s'il abandonnait le pouvoir et il a refusé. Ils ont fait une troisième tentative avec l'opposition. Ils se sont fourrés dans les élections. C'est certain qu'il y a eu fraude. Je ne connais aucune élection au Panama où il n'y ait pas eu fraude. Elle a été en premier lieu l'oeuvre des gringos qui ont arrosé d'argent l'opposition, exactement comme ils sont en train de le faire au Nicaragua. Mais là, c'était plus grave, parce qu'ils ont dit: "Si Endara ne gagne pas, on envahit. C'est cela que voulait dire Bush quand il parlait d'option militaire. Alors les Panaméens sont allés aux urnes en pensant que si le candidat de Noriega gagnait, ils le tueraient ou envahiraient.

*APIA: Mais ce qui est gênant, c'est que les gringos sont arrivés et le peuple les a salués.*

JM: Ici, au Panama, nous connaissons une terrible crise économique depuis des années et le gouvernement de Noriega ne s'est pas distingué par ses membres populaires. Bien au contraire, les lois de guerre étaient contre le peuple. Le seul caractère progressiste de son gouvernement était l'affrontement avec l'imperialisme, mais sans projet national ni intention de satisfaire les besoins des gens. Le peuple a affronté les gringos. Resultat: 3000 et

quelques morts. La puissance de feu et le raffinement des armes utilisées par les Etats-Unis sont incroyables. Ils ont fait au Panama ce qu'Hitler a fait en Espagne, qui a été pour lui comme un champ de tir pour expérimenter les armes qu'il utiliserait ensuite durant la seconde Guerre mondiale. Ici, ils ont essayé des armes nouvelles, des hélicoptères, un avion qui est un véritable laboratoire électronique, c'était la guerre des étoiles.

*APLA: Est-ce qu'il y a eu une dégradation du mouvement torrijiste?*

JM: Il n'y a jamais eu vraiment de mouvement torrijiste. Il y a eu un parti pluri-classiste au sein duquel coexistait des intérêts tellement contradictoires qu'il ne pouvait se développer. Au commencement, Torrijos a voulu un mouvement populaire, mais celui-ci lui a échappé des mains. Alors, il l'a décapité. Le mouvement populaire est resté au placard.

*APLA: Quelles leçons les mouvements populaires d'Amérique latine peuvent-ils tirer de cette intervention ?*

JM: Bush prétend dire à l'Amérique latine: "Regarde ce qui va t'arriver si tu ne fais pas ce que je veux". L'autre est celle que Bush donne au peuple des Etats-Unis: "Regarde de quoi je suis capable, toi qui disais partout que je suis un lâche". C'est comme une mauviette qui fait semblant de ne pas l'être. Mais il y a aussi un enseignement qui vient du peuple panaméen: La résistance se mesure au nombre de morts, et les gens ne sont pas morts du paludisme. Il y a également une leçon répugnante qui nous vient des classes moyennes plus que de l'oligarchie parce qu'elle, elle défend ses intérêts économiques. Ceux des classes moyennes sont allés embrasser les gringos et agiter le petit drapeau des Etats-Unis. L'Amérique latine doit se rappeler de cela, parce que cette saleté, il faut savoir qu'elle existe et qu'elle est répandue dans toute l'Amérique latine.

Enfin la leçon fondamentale donnée à ceux qui veulent bien l'entendre, c'est "Hors des intérêts du peuple, point de salut". Torrijos le savait et à un moment donné, il l'a dit, mais sans le faire: Impossible d'avoir une identité nationale assez forte pour s'opposer à une agression de cette nature sans s'identifier au peuple, sans l'avoir derrière soi. Et là, le peuple n'était pas derrière.

*APLA: Est-ce qu'il vous est arrivé de parler à Noriega pour l'inciter à changer?*

JM: Non, je n'ai jamais parlé avec lui. J'ai été très proche de Torrijos mais pas de Noriega.

*APLA: Selon vous, quels sont les plans à court et moyen terme des Etats-Unis?*

JM: Ils resteront plus longtemps que ne le pensent les gens. Ils veulent être sûrs de laisser une armée à leur

image. Je pense que la répression va continuer et augmenter, peut-être un peu plus sélective. Les gringos veulent une armée qui leur fasse le sale boulot, comme au Chili, au Honduras, au Guatemala, au Salvador, en Colombie.

*APLA: Après toute cette violence, qu'est-ce qui peut être sauvé du torrijisme?*

JM: On disait: "pas un pas en arrière" et on est revenu 50 ans en arrière. Il faut tout d'abord se réorganiser, mais ici il n'y a jamais eu de mouvement torrijiste. Torrijos a lancé quelques principes tels que le code du travail ou la réforme de l'éducation et on l'a obligé à se retracter. L'oligarchie n'a jamais perdu le pouvoir.

*APLA: Excluez-vous la possibilité qu'un mouvement de résistance se constitue?*

JM: Tu peux former un mouvement dans la montagne contre une armée telle que celle du Salvador ou celle de Colombie, mais pas ici contre l'armée étatsunienne. C'est ridicule. Ils ont des appareils à infra-rouge qui détectent la chaleur humaine et tirent automatiquement. C'est la puissance militaire la plus sophistiquée du monde. C'est donc difficilement envisageable, à moins que les Etats-Unis s'en aillent et laissent l'armée panaméenne.

*APLA: La prochaine étape devra donc être politique?*

JM: Il faudra que ce soit une étape d'organisation, de prise de conscience progressive. Pendant ce temps, il faudra en avaler des dures, les patrouilles de soldats étrangers...

*APLA: Quelles sont les conséquences de cette situation pour la région?*

JM: Je pense qu'elles sont positives pour le Nicaragua. Le plus grand réactionnaire nicaraguayen va y réfléchir à deux fois avant de voter pour les amis des Etats-Unis. Mais en même temps, c'est grave parce que, d'une certaine façon, le Panama était le grand supermarché qui permettait aux Cubains et aux Nicaraguayens de rompre un peu le blocus.

*APLA: N'est-ce pas décevant de voir les supposés protagonistes de l'ancien gouvernement se mettre si vite aux ordres du nouveau?*

JM: Bien sûr que si. Torrijos disait qu'une économie de services comme celle du Panama engendrait une mentalité de serviteur...



**EL SALVADOR: LE DIALOGUE AURA-T-IL LIEU?**

par Ricardo Pino Robles

**Managua, 5 février (ANN).** Quelques jours après la rencontre entre Alfredo Cristiani et le secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuellar, le dialogue entre la guérilla et le gouvernement semble encore incertain. La détermination des Etats-Unis à maintenir l'aide militaire qu'ils fournissent au gouvernement d'extrême-droite est sans doute le plus important des facteurs qui contribuent à créer ce climat d'incertitude.

L'archevêque de San Salvador, Mgr Rivera y Damas lui-même, abordant ce thème au cours de son homélie du dimanche 4 février, s'est prononcé contre la poursuite de cette aide militaire. "Nous avons besoin d'aide pour le développement économique et social du pays, mais non pour continuer la guerre", a-t-il précisé en faisant allusion au cours que pourraient prendre les choses dans un avenir proche. Cependant, Mgr Rivera a qualifié de "positive" la probable participation du secrétaire général de l'ONU à l'éventuel dialogue entre la guérilla et le gouvernement.

Mais, tout comme le FMLN, l'archevêque estime que sa présence devra être "active" et non pas "simplement décorative". De son côté, A. Cristiani a maintenu ses positions initiales et a déclaré, deux jours après sa rencontre avec M. Pérez de Cuellar, que l'on doit parvenir à une solution "entre Salvadoriens", ce qui est une façon de rejeter la participation active du secrétaire général de l'ONU.

Jusqu'à présent, les deux conditions posées par le FMLN pour s'asseoir de nouveau à la table des négociations n'ont pas été remplies. La guérilla exige en effet tout d'abord que les Etats-Unis mettent fin à l'aide militaire apportée au gouvernement Cristiani, ensuite que M. Pérez de Cuellar assiste au dialogue. Pendant ce temps, l'armée a émis certains signaux négatifs.

Le 31 janvier, alors que Cristiani se réunissait avec Pérez de Cuellar aux Etats-Unis, le colonel René Emilio Ponce, chef de l'état-major des forces armées, faisait savoir qu'il s'opposait à une éventuelle suspension de l'état de siège, sous prétexte que les conditions dans le pays n'étaient pas "suffisamment normales". Plus que la crainte d'une nouvelle offensive de la guérilla, il semble que ce soit la volonté de maintenir une ligne dure qui justifie cette position. Le *secrétariat pour la promotion et la protection des droits de l'homme (SPPDH)* du Salvador estime que les Etats-Unis et le gouvernement salvadorien veulent imposer la "paix des cimetières" par l'écrasement militaire de la guérilla et un nouveau génocide du peuple. Selon cet organisme, au cours de l'année 89, 2056 personnes ont été assassinées, 4640 blessées, 686 ont disparu et 2767 ont été emprisonnées.

L'armée et la police ont effectué 338 attaques contre la population civile non combattante. L'année 90 a vu cette répression s'accroître. Parmi les assassinats récents figurent celui d'Hector Oqueli, vice-président du Mouvement national révolutionnaire (MNR) et secrétaire de la commission de l'Internationale socialiste (IS) pour l'Amérique latine. Il a été séquestré et assassiné à la mi-janvier au Guatemala, alors qu'il se disposait à se rendre au Nicaragua pour y participer à une mission d'observation des élections et au Venezuela pour y assister à une réunion de l'Internationale socialiste.

Le FMLN et les organismes salvadoriens de défense des droits de l'homme ont accusé de ce crime les escadrons de la mort guatemaltèques et salvadoriens. Au point on en sont les choses qu'il semble peu probable de voir un dialogue sérieux s'ouvrir aujourd'hui entre le gouvernement et la guérilla.

Selon certains analystes, les deux parties usent de la carte diplomatique tout en améliorant leurs conditions logistiques pour de nouveaux et peut-être plus violents affrontements militaires dans les jours qui viennent.

**BREVES**

Quatre chefs militaires de la contra sont rentrés au Nicaragua en se prévalant de la loi d'amnistie, afin d'y participer aux élections. Ils ont déclaré que l'heure était venue de mettre un point final à la guerre. Deux d'entre eux, "Toño" et "Fernando", avaient participé aux négociations de cessez-le-feu avec le gouvernement en 88, avant qu'Enrique Bermudez, dirigeant principal de la contra, ne sabote toute perspective d'accord. Durant les vingt premiers jours de janvier, l'Union Révolutionnaire Nationale Guatemaltèque a causé plus de soixante pertes, entre morts et blessés, à l'armée gouvernementale.

A Mateare, des militants de l'UNO se sont présentés chez des particuliers au nom d'un organisme de sondage. Ils ont demandé l'identité des gens, leur intention de voter puis ont pris leur carte d'électeur, ou les ont invalidées en les tachant. Même chose dans plusieurs municipalités du nord du pays, où ils se sont présentés au nom du conseil électoral régional. Le conseil électoral suprême a été saisi de l'affaire.

\*\*\*

Bilan des attaques de la contra en janvier: 38 morts, 65 blessés, 77 séquestrés, la plupart civils. Les organismes humanitaires nationaux et internationaux ont confirmé que l'assassinat, au début du mois, des deux religieuses (dont une étatsunienne) était l'oeuvre de la Contra.

\*\*\*

Le ministre de l'intérieur, Tomas Borge, a annoncé que de nouvelles démobilisations de chefs et de groupes contras étaient en cours, ceux-ci s'étant déjà mis en contact avec le ministère de l'intérieur dans les régions du pays où ils se trouvent.

\*\*\*

La présidente de la commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, Vilma Nuñez, considère que la libération massive des contras et des gardes somozistes décidée par le gouvernement représente une contribution à la paix. Elle estime que le gouvernement des Etats-Unis et la Contra ont pour leur part l'obligation de libérer les milliers de Nicaraguayens séquestrés (plus de 9000 personnes ont été enlevées depuis le début de la guerre). Un ancien contra aujourd'hui démobilisé a déclaré qu'à sa connaissance, 2000 Nicaraguayens sont emprisonnés dans les camps de Yamales au Honduras.

\*\*\*

Un certain nombre de grands journaux étatsuniens, le *Washington Post*, le *Miami Herald*, le *New York Times*, etc., dont certains sont conservateurs et d'autres libéraux ont publié ces dernières semaines des informations et analyses relatives au processus électoral nicaraguayen: La plupart s'accordent à donner le FSLN gagnant aux élections prochaines et à admettre l'honnêteté de celles-ci. Certains hauts fonctionnaires du département d'Etat ont d'ores et déjà parlé d'ouvrir des négociations directes "au plus haut niveau" avec le Nicaragua.

\*\*\*

Des dissidents du Parti conservateur démocrate du Nicaragua (PCDN) ont décidé de former un nouveau parti "de centre" appelé "conservateur laboriste", nouveau-né de cette famille nombreuse.

\*\*\*

L'inflation a été de 12% en janvier, chiffre qui confirme la tendance à la baisse (16,4% en décembre). Le gouvernement prévoit de maintenir les mesures d'ajustement prises en 89, mais en introduisant certains assouplissements dans le but d'augmenter le pouvoir d'achat, celui des fonctionnaires en particulier.

\*\*\*

Le nonce apostolique du Panama, Monseigneur José Laboa a déclaré que ce pays était passé "d'une dictature à l'autre". Il a dénoncé les persécutions qui frappent les fonctionnaires du régime antérieur.

\*\*\*

La réorganisation du système judiciaire et des forces publiques a été confiée au colonel étatsunien Bill Stone.

\*\*\*

---

**IMPRESSUM** L'agence de presse du Nicaragua, ANN *Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN *Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA*, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

---

**ATTENTION! Ne commandez plus de montres, le stock s'est épuisé.**

uh/pp

8034 Zurich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite